



Parait le lundi matin

Published every Monday
morning

Abonnements \$2 par an
Subscriptions

Payables d'avance
Payable in advance

MUNICIPAL

Gazette

MUNICIPALE
DE - OF

Montreal

Organe officiel de la Corporation
de la Ville de Montréal

CANADA

Official organ of the Corporation
of the City of Montreal

OPINIONS LEGALES

Octroi de plusieurs licences à un même particulier

DÉPARTEMENT EN LOI

Montréal, 28 juin 1906.

Au Président et aux Membres de la Commission de Police.

Messieurs,

Re OCTROI DE PLUSIEURS LICENCES AU MÊME BOUCHER.

Après avoir considéré la question de votre Commission pour savoir si la Ville peut s'opposer à l'octroi de plus d'une licence à toute personne faisant le commerce de viande dans les limites de la Ville, nous avons l'honneur de faire le rapport suivant:

L'article 365A de la Charte dit: "que le Conseil de la Ville peut refuser ou révoquer tout permis ou licence qui peut être accordé en vertu de cette même Charte dans les cas suivants, savoir: dans l'intérêt des bonnes moeurs ou de l'ordre public et dans les cas prévus par l'article 531 de la Charte."

Or, l'octroi de plusieurs permis ou licences, au même individu ou à la même compagnie, de faire le commerce de viande dans les limites de la Ville, ne peut être refusé ou révoqué comme étant contre l'intérêt des bonnes moeurs ou d'ordre public, tel refus ou révocation serait plutôt préjudiciable à la liberté du commerce et, par suite, contraire à l'intérêt général.

Nous sommes donc d'opinion que la Ville ne peut refuser, restreindre ou révoquer le nombre de licences ou permis qu'une même personne peut requérir ou posséder, pourvu que celle-ci se soit d'abord conformée aux règlements de la Ville concernant l'obtention et l'usage de tel permis ou licence.

Cette question pourrait être référée à la Commission de Législation qui la mettra à l'étude avec les amendements de la prochaine session de Québec.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et Avocat en Chef de la Ville,
(Pour les avocats de la Ville.)

Troisième année
Third year

NO. 26

30 Juillet July 1906

Les abonnements sont reçus chez
Le Trésorier de la Ville de Montréal,
Hôtel de Ville

Les autres communications doivent
être adressées au directeur de
"LA GAZETTE MUNICIPALE"
Hôtel de Ville

Forward subscriptions to
The City Treasurer of Montreal
City Hall

All other communications should be
addressed to the managing-editor of
"The Municipal Gazette"
City Hall

TELEPHONE: MAIN 4240

LEGAL OPINIONS

Granting of several licenses to the same party.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, June 28th 1906.

To the Chairman and Members of the Police Committee.

Gentlemen,

Re GRANTING OF SEVERAL LICENSES TO ONE BUTCHER.

After having considered the resolution of your Committee desiring to know if the City can refuse the granting of more than one license to anybody selling meat within the City limits, we have the honor to report as follows:

Article 365A of the City Charter says that "the City Council may refuse or revoke any license which may be granted under this Charter in the following cases, viz., "in the interest of good morals or public order and in the cases provided for by article 531 of the Charter."

In consequence, the granting of several permits or licenses to the same party, or to the same company, for selling meat within the City limits, cannot be refused or revoked as being in the interest of good morals or of public order; such refusal would curtail the freedom of trade and, would be contrary to the general interest.

We are then, of opinion, that the City cannot refuse, restrain or revoke the number of licenses which the same person can obtain or possess, provided that such person has conformed to the by-laws concerning the granting and the manner of using said permit or license.

This question could be referred to the Committee on Legislation to be considered with the amendments for the next meeting of the Quebec session.

We have the honor to be, Gentlemen, your most humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

Chief City Counsel and Attorney,
(For the City Attorneys.)

Cession de la rue Mill à la Ville

DÉPARTEMENT EN LOI

Montréal, 3 juillet 1906.

Au Président et aux Membres de la Commission de la Voirie.

Messieurs,

Re CESSSION DE LA RUE MILL À LA VILLE PAR LE GOUVERNEMENT.

Nous avons pris communication de tout le dossier concernant la cession de la rue Mill à la Ville par le Gouvernement, et nous avons constaté que, dès l'année 1901, des négociations ont été entamées avec le Gouvernement du Canada dans le but d'obtenir une cession complète de la rue Mill.

La Commission des Chemins n'a pas jugé à propos de donner suite à cette proposition du Gouvernement, probablement parce que les clauses et conditions proposées sont, non seulement onéreuses, mais qu'elles ne confèrent pas de titre complet et irrevocable à la Ville. Les documents sont restés dans les casiers du Département de la Voirie et la question est dans le *statu quo*.

Le Gouvernement paraît ne vouloir autre chose qu'un bail emphytéotique; cela devient maintenant une question au mérite qui devrait être discutée à une prochaine assemblée de votre Commission.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,
Procureur et Avocat en Chef de la Ville.
(Pour les avocats de la Ville.)

Construction des voûtes au-dessous des trottoirs

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 3 juillet 1906.

A Son Honneur le Maire et aux Echevins de la Ville de Montréal.

Messieurs,

Re VOÛTES AU-DESSOUS DES TROTTOIRS.

Pour nous conformer à une résolution de votre Conseil en date du mois de mai dernier, concernant les voûtes au-dessous des trottoirs, nous avons l'honneur de répondre comme suit aux questions qui nous ont été posées:

Première question

“Quelle est la nature de l'obligation contractée envers la Ville par les propriétaires d'immeubles qui demandent la permission de construire des voûtes au-dessous des trottoirs?”

Réponse

Les personnes qui font une telle application et qui obtiennent la permission demandée, ne deviennent point propriétaires du sous-sol qui continue d'appartenir à la Ville, et elles n'ont que le droit de se servir de cet espace en payant la somme demandée et en se conformant aux règlements de la Ville.

Deuxième question

“Cette obligation est-elle purement personnelle?”

Troisième Question

“Dans le cas de vente par le propriétaire qui a signé le contrat avec la Ville, cette dernière conserve-t-elle un recours contre l'acquéreur bien que ce dernier n'ait pas été partie au contrat?”

Réponses aux deuxième et troisième questions

Cette obligation ou ces obligations nous paraissent purement personnelles à la personne qui les assume, et cette dernière ne grève sa propriété d'aucune servitude. D'un

Cession of Mill Street to the City.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, July 3rd 1906.

To the Chairman and Members of the Road Committee.

Gentlemen,

Re CESSSION OF MILL STREET TO THE CITY BY THE GOVERNMENT.

We have taken communication of the whole record concerning the cession of Mill street to the City by the Government, and we have ascertained that, since 1901, negotiations have been entered into for the purpose of obtaining a complete cession of Mill street.

After a very voluminous correspondence, exchanged between the City and the Government, we see that a draft of emphyteusis for 99 years, containing onerous conditions, has been prepared and submitted to the Road Committee in order that a recommendation be made to Council for the acceptance of the conditions contained in said lease for the occupying of Mill street.

The Road Committee did not deem it advisable to entertain the government's proposal, because the conditions therein drafted are, not only onerous, but do not confer a complete and irrevocable title to the City. The documents have remained on the shelves of the Road Department and the matter is in *statu quo*.

The Government seems to desire nothing else, but an emphyteusis; it becomes a question of merits which should be discussed at the next meeting of your Committee.

We have the honor to be, Gentlemen, your most humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,
Chief City Counsel and Attorney,
(For the City Attorneys.)

Construction of vaults under the sidewalks.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, July 3rd 1906.

To His Worship the Mayor and to the Aldermen of the City of Montreal.

Gentlemen,

Re VAULTS UNDER THE SIDEWALKS.

In compliance with a resolution of your Council, dated May last, concerning vaults under sidewalks, we beg to reply as follows to the questions put to us:

First Question.

What is the nature of the obligation towards the City of real estate owners who apply for leave to construct vaults under the sidewalks?

Answer.

Persons who make such an application and are granted the necessary permission, do not become proprietors of the ground, which still belongs to the City; and they have simply the right to use the same by paying the required amount and by complying with the City by-laws.

Second Question.

Is such obligation purely personal?

Third Question.

In the event of sale by the proprietor who has signed the agreement with the City, has the latter any recourse against the purchaser although he is not a party to the agreement?

Answers to the second and third questions.

This obligation or these obligations seem to us to be merely personal to the person who assumes same, and in such case the latter does not encumber his property with any

autre côté lorsque la propriété a changé de mains, le nouveau propriétaire ne peut, pas plus que l'ancien, se soustraire aux obligations imposées par le règlement, non pas parce qu'il existe une servitude sur son terrain, mais parce que toute personne qui désire se servir de l'espace sous un trottoir doit en tout temps se conformer à toutes les conditions imposées par les règlements de la Ville, et, à défaut de ce faire, la Ville nous paraît avoir le droit de reprendre la possession de son terrain.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

*Procureur et avocat en chef de la Ville.
(Pour les Avocats de la Ville.)*

Disposition de la pierre extraite de la construction des égouts

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 3 juillet 1906.

A Son Honneur le Maire et aux Echevins de la Ville de Montréal.

Messieurs,

Re PIERRE EXTRAITE DANS LA CONSTRUCTION DES ÉGOUTS.

Par résolution de votre Conseil, en date du 14 mai dernier, le Département en Loi a été requis de répondre aux questions suivantes, savoir:

Questions

"A la demande de M. l'échevin Duquette, le Département en Loi est prié de déclarer à qui doit appartenir la pierre extraite de la construction des canaux d'égouts dans les diverses rues de la Ville, lorsque les propriétaires riverains desdites rues sont appelés à en payer le coût entier. En toute justice et équité, est-ce que cette pierre ne devrait pas être laissée là pour servir au macadamisage de cesdites rues, ou peut-être être enlevée pour servir dans des quartiers autres que ceux où ces canaux ont été construits?"

Réponses

La Ville de Montréal est propriétaire des rues, du sous-sol aussi bien que du sol. En conséquence la pierre extraite pour la construction des égouts et qui ne peut être remise dans la tranchée est son absolue propriété.

Le Conseil peut en conséquence en disposer de la manière qu'il croit convenable en justice et en équité.

La question de savoir s'il est plus juste et plus équitable d'employer cette pierre dans les rues où les égouts se sont construits ou de la transporter dans d'autres rues ou dans d'autres quartiers n'est pas une question de droit, mais une question qui relève entièrement du Conseil.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

*Procureur et Avocat en Chef de la Ville.
(Pour les avocats de la Ville.)*

Réclamation pour travaux non autorisés par une Commission ayant juridiction

DÉPARTEMENT EN LOI

Montréal, 3 juillet 1906.

A Son Honneur le Maire et aux Echevins de la Ville de Montréal.

Messieurs,

Par résolution de votre Conseil, en date du 25 du mois de juin dernier, la question suivante a été soumise au Département en Loi pour une opinion, savoir:

servitude. On the other hand, when the original property has been disposed of, the new proprietor cannot, no more than his predecessor, elude the obligations of the by-law, not because there is a servitude on his property, but owing to the fact that any person who desires to use space under the sidewalk, must always comply with the conditions imposed by the City by-laws; failing which, the City, it seems to us, has the right to resume possession of its ground.

We have the honor to be, Gentlemen, your humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

*Chief City Counsel and Attorney.
(For the City Attorneys.)*

Disposal of stone extracted from sewers.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, July 3rd 1906.

To His Worship the Mayor and to the Aldermen of the City of Montreal.

Gentlemen,

Re STONE EXTRACTED FROM SEWERS.

Per resolution of Council dated the 14th May last, the Law Department was requested to answer the following questions, to wit:

Questions.

"At the request of Ald. Duquette the Law Department was instructed to inform Council to whom belongs the stone extracted from the cuts in connection with the construction of sewers in the several streets of the City, when the bordering proprietors on said streets are called upon to pay the cost of said sewers. In justice and equity, should not this stone be left there to be used for macadamizing said streets or, if it can be removed, should it not be used in other wards than those where the sewers were laid?"

Answers.

The City of Montreal is proprietor of all the streets, of the underground as well as of the surface. Consequently, the stone extracted for the construction of sewers and which cannot be used for the refilling of excavations, belongs entirely to the City.

Council may, accordingly, dispose of same in any way deemed just and equitable.

The question as to whether it is more just and equitable to use the stone in streets where sewers are constructed or to remove it to other wards, is not a question of law, but is entirely within the province of the City Council.

We have the honor to be, Gentlemen, your humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

*Chief City Council and Attorney.
(For the City Attorneys.)*

Claims for unauthorized work by a Committee having jurisdiction.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, July 3rd 1906.

To His Worship the Mayor and Aldermen of the City of Montreal.

Gentlemen,

Per resolution of your Council, dated the 25th of June last, the following question has been submitted to the Law Department for our opinion, to wit:

Question.

"Dans le cas où les personnes mentionnées dans ledit rapport (re réclamations de MM. Hickey & Aubut et de Chas. Bénard) poursuivraient la Ville, est-il probable qu'elles réussiraient à obtenir jugement contre la Ville?"

Réponse.

Conformément aux dispositions de l'article 337 de notre charte, la Ville n'est pas responsable du prix ou de la valeur de travaux faits, matériaux livrés, marchandises ou effets fournis, de quelque genre que ce soit, sans autorisation spéciale du Conseil ou d'une Commission ayant juridiction en la matière, ni à moins que, dans chaque cas, un certificat du contrôleur ne soit produit, établissant qu'il y a des fonds disponibles, et aucun droit d'action n'existe contre la Ville à moins que les formalités ci-dessus prescrites ne soient strictement observées.

En conséquence les réclamants n'ont aucun droit d'action contre la Ville. Cependant nous sommes d'avis, étant donné que les travaux ont été réellement faits et d'une manière satisfaisante, que le Conseil peut reconnaître les réclamations comme valables et en ordonner la paiement par le trésorier de la Ville.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos très humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

*Procureur et avocat en chef de la Ville.
(Pour les Avocats de la Ville.)*

La rue Forsythe, voie publique

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 5 juillet 1906.

A Son Honneur le Maire et à MM. les Echevins de la Ville de Montréal.

Messieurs,

Re RUE FORSYTHE, VOIE PUBLIQUE.

A une assemblée spéciale du Conseil, en date du 18 juin, il a été résolu:

"De prier le Département en Loi de dire à ce Conseil si, en vertu de l'article 411 de la Charte, la Ville peut considérer comme voie publique la rue Forsythe, entre les rues Davidson et Saint-Germain, et si ladite rue peut être enregistrée conformément audit article."

Nous avons l'honneur de répondre comme suit:

Après avoir pris l'avis des avocats consultants et puisé les informations nécessaires chez l'inspecteur de la Ville, nous en sommes venus à la conclusion que la rue Forsythe n'est pas une voie publique, c'est-à-dire une rue publique appartenant à la Ville, et ne peut être enregistrée comme telle au répertoire des rues, conformément à l'article 411 de la charte, parce que son tracé, sur le plan homologué, comme rue projetée, a été fait avant l'adoption de la Charte actuelle qui ne permet aucun effet rétroactif à cet égard.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

*Procureur et Avocat en Chef de la Ville.
(Pour les Avocats de la Ville.)*

Paiement de comptes non recommandés par la Commission des Finances

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 5 juillet 1906.

A Son Honneur le Maire de Montréal.

Monsieur le Maire,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 4 du courant qui se lit comme suit:

"Veuillez trouver inclus un extrait des minutes de l'assemblée du Conseil, tenue hier, au sujet du paiement de

Question.

In the event of the firms mentioned in said report (re claims of Messrs. Hickey & Aubut and C. Bénard) taking action against the City, would they likely secure judgment against the City?

We beg to answer as follows:

Answer.

In conformity with the provisions of article 337 of our charter, the City is not liable for the price or value of work done, materials supplied goods or effects furnished, of any kind whatever, without the special authorization of Council or of a Committee having adequate jurisdiction in the matter, nor unless, in every case, a certificate of the comptroller is produced establishing that there are funds available; and no right of action exists against the City, unless the foregoing formalities are strictly observed.

Consequently, the claimants have no right of action against the City. We however are of opinion, considering that the work was done, and in a satisfactory way, that the Council may approve of said claims and order payment of same by the City Treasurer.

We have the honor to be, Gentlemen, your most humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

*Chief City Counsel and Attorney.
(For the City Attorneys.)*

Forsythe street, public thoroughfare.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, 5th July, 1906.

To His Worship the Mayor and the Aldermen of the City of Montreal.

Gentlemen,

Re FORSYTHE STREET, PUBLIC THOROUGHFARE.

At a special meeting of the City Council held on the 18th of June 1906, it was resolved

"That the Law Department be requested to state whether, in virtue of article 411 of the charter, the City may consider as a public thoroughfare Forsythe street, between Davidson and St. Germain streets, and whether said street may be registered in conformity with said article."

We have the honor to answer as follows:

After taking the advice of the consulting attorneys and also getting necessary information from the City Surveyor, we have come to the conclusion that Forsythe street is not a public thoroughfare, that is to say a public street belonging to the City, and cannot be registered as such in the schedule of streets in conformity with article 411 of the charter, because its tracing on the homologated plan as a projected street has been made previously to the passing of the present charter, which does not allow any retroactive effect in this respect.

We have the honor to be, Gentlemen, your most obedient and humble servants,

L. J. ETHIER,

*Counsel and Chief City Attorney.
(For the City Attorneys.)*

Payment of accounts which are recommended by the Finance Committee.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, 5th July, 1906

To His Worship the Mayor of Montreal.

Mr. Mayor,

We have the honor to acknowledge receipt of your letter of the 4th instant, reading as follows:

"Enclosed please find an extract from the minutes of the City Council meeting held yesterday, concerning the pay-

certaines réclamations en rapport avec les réparations qui ont été exécutées à la caserne de pompiers No 2.

"Je vous serais très obligé de me dire, le plus tôt possible, si nous devons considérer cette résolution comme ayant été légalement adoptée, vu l'article 42 de la Charte."

La section 42 de la Charte, amendée par le statut 3 Edward VII, chapitre 62, article 6, édicte qu'aucune recommandation entraînant une dépense d'argent ne sera adoptée par le Conseil à moins d'avoir été au préalable soumise à la Commission des Finances et sanctionnée par elle. Cependant, sur le refus de la Commission des Finances de sanctionner un crédit demandé par une Commission, le Conseil, par le vote de la majorité de ses membres, peut voter tel crédit.

Nous ne croyons pas que le rapport de la Commission des Finances, préparé à son assemblée spéciale du 3 juillet courant, puisse s'interpréter comme étant une recommandation par cette Commission du paiement de ces réclamations; et nous sommes d'opinion que, à moins que la Commission des Finances recommande tel paiement, le paiement de ces réclamations ne peut être sanctionné par le Conseil, sauf par le vote de la majorité absolue de tous les membres du Conseil.

A notre avis, il ne nous semble pas que la résolution adoptée par le Conseil, le 3 juillet, ait été légalement adoptée.

Nous soumettons la présente opinion après consultation avec les avocats consultants et avec leur approbation.

Nous avons l'honneur d'être, Monsieur le Maire, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et Avocat en Chef de la Ville.

(Pour les Avocats de la Ville.)

Représentations payantes, le dimanche

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 5 juillet 1906.

Au Président et aux Membres de la Commission de Police.

Messieurs,

Re DEMANDE DU CERCLE CATHOLIQUE DES JEUNES GENS DE SAINT-JACQUES POUR DONNER DES REPRÉSENTATIONS PAYANTES, LE DIMANCHE.

Le Cercle Catholique des Jeunes Gens de Saint-Jacques demande la permission de donner des représentations payantes, le dimanche, dans la Ville, et la question nous est référée pour notre opinion.

Nous avons l'honneur de répondre comme suit:

Nous ne connaissons pas encore exactement toutes les clauses et restrictions du bill concernant l'observance du dimanche, que le parlement fédéral est à élaborer dans ce moment-ci; mais les règlements municipaux actuellement en force prohibent telles représentations le dimanche, et la Ville ne peut passer outre en créant une exception en faveur des pétitionnaires.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et Avocat en Chef de la Ville,

(Pour les avocats de la Ville.)

Incarcération, dans les cellules de la Ville, des prisonniers de municipalités étrangères

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 5 juillet 1906.

Au Président et aux Membres de la Commission de Police.

Messieurs,

Re DEMANDES DE LOGER LES PERSONNÉES ARRÊTÉES AU PARC DOMINION ET À LA CÔTE-DES-NEIGES DANS LES CELLULES DES POSTES DE POLICE DE MONTRÉAL.

Une demande de la part de M. E. R. Carrington, de la "Thiel Detective Service Co." de loger, en attendant leur

ment of certain accounts in connection with repairs to No. 2 fire station."

"I would feel obliged if you would tell me, at your earliest convenience, if we are to consider this resolution legally adopted by the Council, in view of article 42 of the City Charter."

Section 42 of the Charter, as amended by 3rd Edward VII, chapter 62, article 6, provides that no recommendation involving the expenditure of money shall be adopted by the Council unless the same shall have been previously submitted to, and sanctioned by, the Finance Committee; provided, however, that, upon the refusal of the Finance Committee to sanction an appropriation asked for by any Committee, the Council may, by a vote of the absolute majority of all its members, order such appropriation to be made.

We do not think the report of the Finance Committee, at its special meeting held on the 3rd of July instant, amounts to a recommendation by that Committee of the payment of these accounts, and we are of opinion that, unless the Finance Committee recommend such payment, the payment of the accounts cannot be sanctioned by the Council; except by a vote of the absolute majority of all the members of Council.

Holding this opinion, we do not consider the resolution of the Council of the 3rd July instant, which has been submitted to us, legally adopted.

We submit this opinion after consultation with and with the concurrence of the consulting attorneys.

We have the honor to be, Mr. Mayor, your obedient and humble servants,

L. J. ETHIER,

Counsel and Chief City Attorney.

(For the City Attorneys.)

Entertainments on Sunday, with entrance fee.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, July 5th 1906.

To the Chairman and Members of the Police Committee.

Gentlemen,

Re APPELATION FROM THE "CERCLE CATHOLIQUE DES JEUNES GENS DE SAINT-JACQUES," FOR LEAVE TO GIVE ENTERTAINMENTS, AT POPULAR PRICES, ON SUNDAY.

The "Cercle Catholique des Jeunes Gens de Saint-Jacques" asking leave to give paying performances, on Sunday, in the City, was referred to us for our opinion.

We have the honor to answer as follows:

We do not yet exactly know the clauses and restrictions of the bill concerning Sunday observance, which the Federal Government is presently elaborating; but the municipal by-laws, presently in force, prohibit such performances on Sunday, and the City cannot transgress same by making an exception in favor of the petitioners.

We have the honor to be, Gentlemen, your most humble and obedient servants,

L. J. ETHIER.

Chief City Counsel and Attorney,

(For the City Attorneys.)

Incarceration, in the cells of the City, of prisoners from outside municipalities.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, July 5th 1906.

To the Chairman and Members of the Police Committee.

Gentlemen,

Re REQUEST TO PLACE PARTIES ARRESTED, AT DOMINION PARK AND CÔTE-DES-NEIGES, IN THE CELLS OF POLICE STATIONS OF MONTREAL.

A request from Mr. E. R. Carrington, of the Thiel Detective Service Co., to place, while waiting for their trial,

procès, dans les cellules des postes de police de la Ville, les personnes arrêtées au parc Dominion, et une semblable demande de la part du Conseil de la ville de la Côte-des-Neiges, nous ont été référées pour notre opinion, et nous avons l'honneur de répondre comme suit:

En l'absence d'une loi spéciale à cet effet ou d'un arrangement avec le Procureur-général de la province, la détention des prisonniers venant d'en dehors des limites du territoire de la Ville dans les cellules des postes de police pourrait faire encourir à cette dernière de sérieuses responsabilités, 1° dans le cas de fausse arrestation; 2° dans le cas de la garde de prisonniers qui seraient détenus illégalement par les officiers de la Ville, et dans tous les cas de négligence, d'incurie ou d'impéritie de la part desdits officiers.

A tout événement, il est toujours possible d'en venir à un arrangement en établissant les conditions et les responsabilités au cas de dommages ou poursuites judiciaires. Nous avons prié M. le surintendant de police, conformément au désir de votre Commission, de faire aussi son rapport quant aux inconvénients et aux difficultés qu'il peut prévoir en pareil cas.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos très humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

*Procureur et Avocat en Chef de la Ville.
(Pour les avocats de la Ville.)*

Etablissement d'un transbordeur de charbon au dessus de la rue Notre-Dame

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 9 juillet 1906.

A Son Honneur le Maire et à MM. les Echevins de la Ville de Montréal.

Messieurs,

Re ETABLISSEMENT, PAR LA "MONTREAL STREET RAILWAY CO.", D'UN TRANSBORDEUR DE CHARBON AU-DESSUS DE LA RUE NOTRE-DAME.

Nous avons étudié la question qui nous a été soumise concernant la permission accordée par la Commission de la Voirie à la "Montreal Street Railway Co." d'établir, au-dessus de la rue Notre-Dame, au coin de la rue Raymond, un transbordeur de charbon, couvert, de savoir si le Conseil peut légalement adopter ce rapport sans qu'un règlement soit passé à cet effet, conformément à l'article 530 de la Charte.

Cet article stipule qu'aucune personne, compagnie, etc., n'aura ou n'exercera de franchises, droits ou priviléges dans ou sur, ou au-dessus ou au-dessous d'une rue, ruelle, place ou voie publique, pour la pose de poteaux, fils conducteurs, pour l'établissement de ponts, de chevalets, etc., à moins que ce ne soit par et en vertu d'un règlement dûment adopté par le vote affirmatif de la majorité absolue des membres du Conseil.

Nous sommes en conséquence d'opinion qu'il faudra passer un règlement, sanctionné par le vote affirmatif de la majorité absolue du Conseil, pour accorder la permission de construire ce transbordeur. C'est la procédure qui a été suivie par le Conseil lorsque permission a été accordée, en 1901, à la Banque de Montréal, de construire une passerelle au-dessus de la ruelle des Fortifications (Règlement No 263.)

Nous croyons que, si un règlement est adopté pour accorder la permission demandée dans l'espèce, des clauses y devraient être insérées afin de protéger la Ville contre tous dommages qui pourraient résulter de la construction et de l'entretien dudit transbordeur, et que, si cette permission est accordée pour un temps indéterminé, que soit réservé à la Ville le droit d'en ordonner l'enlèvement pour cause d'utilité publique; que des plans dudit transbordeur soient soumis à l'approbation des autorités civiques et que l'entreprise se fasse sous la surveillance de l'ingénieur de la Ville.

in the cells of the City's police stations, parties arrested at Dominion park; and a similar request from the City Council of Côte-des-Neiges, have been referred to us for our opinion and we beg to answer as follows:

In the absence of a special law to that effect, or of an arrangement with the Attorney General of the province, the detention of prisoners from outside of the City limits in the cells of police stations, would render the City liable to serious responsibilities, viz: 1° in the case of false arrest; 2° in the case of prisoners illegally detained by the City officers, and in all cases of neglect, carelessness or incapacity on the part of said officers.

At all events, it is always possible to come to an understanding in setting down conditions and responsibilities, in case of damages or legal proceedings. We have instructed, in compliance with your Committee's desire, the police superintendent to report also as to the inconveniences and difficulties which may arise in such cases.

We have the honor to be, Gentlemen, your most humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,
*Chief City Counsel and Attorney.
(For the City Attorneys.)*

Crossing of Notre-Dame street with an overhead coal conveyor.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, 9th July 1906.

To His Worship the Mayor and Aldermen of the City of Montreal.

Gentlemen,

Re CROSSING OF NOTRE-DAME STREET BY THE MONTREAL STREET RAILWAY WITH AN OVERHEAD COAL CONVEYOR.

We have considered the question submitted to us, in connection with the report of the Road Committee recommending that permission be granted the Montreal Street Railway Company to cross Notre-Dame street, at the corner of Raymond street, with an overhead covered coal conveyor, as to whether the City Council can legally adopt such report without a by-law being passed in accordance with article 530 of the charter.

This article 530 provides that no person, company, etc., shall have or exercise any franchise, right or privilege in, over, upon or under any street, lane, public place or highway, for poles, wires, bridges, trestles, etc., unless by and in virtue of a by-law duly passed by the affirmative vote of the absolute majority of the members of the Council.

We are accordingly of opinion that it will be necessary to pass a by-law assented to by an absolute majority of the City Council, in order to grant permission to construct this bridge. Such was the course followed by the Council, when permission was given in 1901 to the Bank of Montreal to construct a bridge over Fortification lane (By-Law No. 263.)

We think that, if a by-law is passed granting the permission sought for in the present case, clauses should be inserted that would protect the City from any damages which might result from the construction and maintenance of said bridge, and that, if such permission is given for an indefinite period, the right of the City to cause its removal in case of public exigencies should also be reserved; plans of the bridge should be submitted for the approval of the civic authorities and the work should be carried on under the supervision of the City Engineer.

En terminant, nous vous rappellerons que, dans le cas de la Banque de Montréal, la permission a été accordée moyennant une considération d'un dollar le pied carré en superficie.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs, vos très humbles et obéissants serviteurs,

L.J. ETHIER,

Procureur et Avocat en Chef de la Ville.

(Pour les Avocats de la Ville.)

COMMISSION DE L'INCINERATION

Compte rendu de l'assemblée du 13 juillet

Sont présents: MM. les échevins Major, président, Duquette, Roy, Mercier, David, Turner et Gallery.

1.—Sur proposition de M. l'échevin Gallery, il est

Résolu: De suggérer à la Commission des Marchés d'exiger que tout le foin qui est apporté dans la Ville pour y être vendu soit pesé sur la balance publique du Marché à Foin.

Ajournement.

J.-A. LEMAY,
Secrétaire.

COMMISSION DE L'AQUEDUC

Compte rendu de l'assemblée du 13 juillet

Sont présents: MM. les échevins Clearihue, président, Lévesque, Marin, Turner, Nault et Houle.

1.—Le surintendant soumet un rapport établissant que trois des chevaux de l'atelier central devraient être remplacés dont un, surtout, est tellement malade qu'il ne peut rendre aucun service; en conséquence le service de la patrouille se trouve suspendu, faute de chevaux convenables.

M. l'échevin Nault

Propose: Qu'une sous-commission, composée de M. le président et de MM. les échevins Lévesque et Nault, soit autorisée à acheter une paire de chevaux pour le service de la patrouille, l'argent nécessaire devant être pris à même le crédit affecté à l'"Entretien des chevaux"; et que le cheval malade soit envoyé à la cour d'encaussement Foster pour y être vendu.

La proposition est adoptée.

2.—Sur proposition de M. l'échevin Lévesque il est

Résolu: Que la fontaine du parc LaFontaine, située près de la rue Garnier, soit transportée à la cour jusqu'à ce qu'un endroit favorable lui soit trouvé.

Ajournement.

FRANK DOWD,
Secrétaire.

AVIS PUBLIC

Rôles de Perception des Taxes Personnelles, d'Affaires et de l'Eau.

AVIS est par les présentes donné que les évaluateurs de la Ville de Montréal ont complété le rôle de perception des taxes personnelles, d'affaires et de l'eau pour tous les quartiers de la Ville, et qu'ils l'ont déposé en leur bureau, à l'Hôtel de Ville, où il pourra être vu et examiné par toutes personnes intéressées jusqu'au 10e jour du mois d'août prochain (1906.).



We may add that, in the case of the Bank of Montreal, permission was granted for the consideration of one dollar per square foot.

We have the honor to be, Gentlemen, your most obedient and humble servants,

L. J. ETHIER,

Counsel and Chief City Attorney.

(For the City Attorneys.)

INCINERATION COMMITTEE

Report of Meeting held the 13th of July.

Present: Ald. Major, chairman, Duquette, Roy, Mercier, David, Turner and Gallery.

1.—On motion of Ald. Gallery, it was

Resolved: That the Market Committee be requested to require that all the hay brought to the City to be sold there, be weighed on the public scale at the Hay market.

Adjourned.

J. A. LEMAY,
Secretary.

WATER COMMITTEE

Report of Meeting held the 13th of July.

Present: Ald. Clearihue, chairman, Lévesque, Marin, Turner, Nault and Houle.

1.—The superintendent submitted a report showing that three of the horses at the central shop require to be replaced, one in particular being so sick, that it is of no service whatsoever, and in consequence the patrol service cannot be used for want of proper horses.

Ald. Nault

Moved: That a sub-committee, composed of the chairman, Ald. Lévesque and Nault, be authorized to purchase a pair of horses for the patrol service, to be paid for out of the appropriation for "Horse keep"; and that the sick horse be sent to Foster auction to be sold.

The motion was carried.

2.—On motion of Ald. Lévesque, it was

Resolved: That the drinking trough on LaFontaine park, near Garnier street, be removed to the yard until a suitable place is found to place it.

Adjourned.

FRANK DOWD,
Secretary.



PUBLIC NOTICE

Personal, Business and Water Taxes—Tax Roll.

NOTICE is hereby given that the assessors for the City of Montreal have completed the Roll of Personal, Business and Water Taxes for all the Wards of the City, and that the same is deposited at their office, at the City Hall, where it may be seen and examined by any person interested, until the 10th day of August next (1906.).

Que lesdits évaluateurs s'assembleront en leur bureau, de 10 heures a.m. à 5 heures p.m., pour réviser ledit rôle et qu'ils entendront et examineront toutes les plaintes qui leur seront soumises concernant toute inscription audit rôle savoir:

Les quartiers Sainte-Cunégonde, Saint-Joseph, Saint-Georges, Saint-André et Saint-Laurent, lundi, le 13ème jour du mois d'août prochain (1906);

Les quartiers Sainte-Marie, Papineau, Saint-Gabriel et Hochelaga, mardi, le 14ème jour du mois d'août prochain (1906);

Les quartiers Est, Centre, Ouest et Saint-Henri, mercredi, le 15ème jour du mois d'août prochain (1906);

Les quartiers Saint-Jacques, LaFontaine et Saint-Louis, jeudi, le 16ème jour du mois d'août prochain (1906);

Les quartiers Saint-Jean-Baptiste, Duvernay, Sainte-Anne et Saint-Denis, vendredi, le 17ème jour du mois prochain (1906).

J. HAMILTON FERNS,
Président.

A. LANGEVIN,
Vice-Président.

P.-H. MORIN,
J.-T. DILLON,
L.-J. LAMONTAGNE,
WILLIAM EUARD,
WM.-G. OWENS,
R. FITZ-GIBBON,

Evaluateurs.

BUREAU DES EVALUATEURS,
HÔTEL DE VILLE,
Montréal, le 27 juillet 1906.

That the said Assessors will meet at their office aforesaid from 10 o'clock a.m. to 5 o'clock p.m., to revise said roll, and to hear and examine all complaints that may be brought before them respecting any entry in such roll, viz:—

St. Cunégonde, St. Joseph, St. George, St. Andrew and St. Lawrence Wards, Monday, the 13th day of August next (1906);

St. Mary, Papineau, St. Gabriel and Hochelaga wards, Tuesday, the 14th day of August next (1906);

East, Centre, West and St. Henry Wards, Wednesday, the 15th day of August next (1906);

St. James, LaFontaine and St. Louis Wards, Thursday, the 16th day of August next (1906);

St. Jean-Baptiste, Duvernay, St. Ann's and St. Denis Wards, Friday, the 17th day of August next (1906).

J. HAMILTON FERNS,
President.

A. LANGEVIN,
Vice-President.

P. H. MORIN,
J. T. DILLON,
L. J. LAMONTAGNE,
WILLIAM EUARD,
WM. G. OWENS,
R. FITZ-GIBBON,

Assessors.

ASSESSORS OFFICE,

CITY HALL,

Montreal, 27th July, 1906.

PERMIS DE CONSTRUCTION. — BUILDING PERMITS.

Décernés durant la semaine finissant le 18 Juillet 1906.

Issued during the week ending the 18th July, 1906.

Date.	No. du Permis. <i>a</i> Permit Number.	Endroit.—Location.			Quartier. Ward.	Propriétaire. Owner.	Adresse du Propriétaire Owner's address	Genre. Description	Coût. Cost.
July 19	1216 N...	736	Mullins.....	2674 sub. 29	St. Gabriel.....	Whittall J. R	736 Mullins.....	1 Factory.....	\$ 10,000 00
" 19	1217 N...		Sherbrooke.....	1689	St. Andrew.....	Weir M. A	Windsor Hotel.....	1 dwelling.....	12,500 00
" 19	1218 N...		"	"	"	"	"	1 "	12,500 00
" 20	1219 N...		St. Raymond.....	148	Hochelaga.....	Montl Str. Ry Co	Craig	1 shed	6,000 00
" 20	1220 N...	83	Auherst.....	291	St. Jacques.....	Clark Wm	83 Amh rst.....	1 "	4,000 00
" 2	1221 N...	84	Parthenais.....	1575	Ste. Marie.....	Dom. Oil Cloth Co	Ste. Cath. East	1 factory	3,000 00
" 20	1222 N...	48	"	1578	"	"	"	1 "	2,000 00
" 20	1223 N...	38	"	1577	"	"	"	1 "	4,000 00
" 20	1224 N...	251	Delinelle.....	1707-55	St. Henri.....	Benoit F	251 Delinelle	2 logements	2,000 00
" 20	1225 R...	1050	Dorchester.....	P. 1594	St. Andrew.....	Hogus H. J	1050 Dorchester	1 "	900 00
" 20	1226 N...		Rivard.....	15-321	St. Jean Bte	Dubuc Chas	Rivard	2 "	1,500 00
" 21	1227 N...	530	Hôtel-de-Ville.....	75 B	St. Louis.....	Lambert N	530 H.-de-Ville	1 hangar	100 00
" 21	1228 N...		Garnier.....	339 sub. 387	St. Denis.....	Waxman N	848a Sanguinet	2 logements	1,200 00
" 23	1229 N...		Chambord	3305 sub. 106	St. Denis	Jos. Lefrançois	428 Chambord	2 logements	2,000 00
" 23	1230 R...	1848	St. Hubert	"	St. Denis	Mailhot F. X	1848 St. Hubert	1 "	1,000 00
" 23	1231 N...	480	St. Dominique	1000	St. Louis. Am.....	iot, Lecours & Larivière	911 St. Laurent	1 entrepôt	1,000 00
" 23	1232 N...	26	Berthelet	268	St. Lawrence.....	Lamotho C. A	626 St. Paul	1 forge	2,500 00
" 23	1233 R...	9	Place d'Armes	109	Centre.....	Banque Provinciale	St. Jacques	Bureaux	45,000 00
" 23	1234 N...		St. Antoine	P. 1626 A 2	St. Henri	Lanthier D	St. Benoit Ave	3 logements	3,000 00
" 23	1235 N...		"	"	St. Denis	Pominville Alph	"	3 "	3,000 00
" 23	1236 N...		Dufferin	237	St. Denis	Glass Jos	445 Clark	1 "	350 00
" 23	1237 N...		Christ.-Colomb	80-81	St. Jean Bte	Clément L	41 a P. Lafont	3 "	2,500 00
" 23	1238 N...		"	"	St. Marie	Richard L. R	57 Fullum	3 "	2,500 00
" 24	1239 N...		Chaussé	52	St. Marie	Vipond T. S. & Co	145 P. Youville	1 hangar	100 00
" 24	1240 N...	W. of 614	St. Paul	756 sub. 5 & 6	St. Anne	Beair A. & Cie	166 Dorion	1 warehouse	12,000 00
" 24	1241 N...		Dorion	559-557	Papineau	Taylor F	491 Huntly	3 logements	3,000 00
" 24	1242 N...	487	Huntly	8	St. Denis	Harrison & Co	53 Metcalfe	1 shed	1,500 00
" 25	1243 N...	rear 53	Metcalfe	P. 1441	St. Georges	Succ. Hon. C.S. Rodier, Sr	62 St. Martin	3 logements	900 00
" 25	1244 N...	44	St. Martin	1156	St. Anne	"	"	3 "	2,500 00
" 25	1245 N...	46	"	"	"	"	"	3 "	2,500 00

a { N.—Nouveaux édifices.—New buildings.
R.—Réparations.—Alterations.

H. E. LÉVESQUE,
Inspecteur des Edifices pro temp.—Inspector of Buildings pro temp
Par A. D.

Service Météorologique.

Meteorological Department.

Rapport de la semaine finissant le Mercredi, 25 Juillet à 12 hrs p. m.
Weekly report ending Wednesday, July 25th Midnight.

	JUIL. 19	JUIL. 20	JUIL. 21	JUIL. 22	JUIL. 23	JUIL. 24	JUIL. 25	
THERMOM.	Maximum ...	82	80	76	87	77	72	75
	Heure.-Hour	3 p. m.	3 p. m.	3 p. m.	3 p. m.	3 p. m.	3 p. m.	
	Minimum....	66	68	69	67	68	64	60
	Heure.-Hour	3 a. m.	3 a. m.	7 a. m.	3 a. m.	11 p. m.	3 a. m.	3 a. m.
BAROM.	Maximum ...	30.133	30.055	29.901	29.725	29.753	30.059	30.102
	Heure.-Hour	11 a. m.	3 a. m.	3 a. m.	7 a. m.	11 p. m.	11 p. m.	11 a. m.
	Minimum....	30.071	29.894	29.729	29.613	29.627	29.816	30.040
	Heure.-Hour	7 p. m.	11 p. m.	7 p. m.	3 p. m.	3 p. m.	3 a. m.	7 p. m.
VENT-WIND HYGROM.	Maximum ...	85	90	90	95	85	79	83
	Heure.-Hour	3 a. m.	11 p. m.	3 a. m.	3 a. m.	7 a. m.	3 a. m.	3 a. m.
	Minimum....	53	54	76	53	76	52	50
	Heure.-Hour	11 a. m.	3 p. m.	3 p. m.	3 p. m.	11 a. m.	3 p. m.	3 p. m.
VÉLOCITÉ Max.	Vélocité.	14	9	13	8	13	16	5
	Heure.-Hour	5 p. m.	5 p. m.	8 a. m.	6 p. m.	8 p. m.	4 a. m.	2 p. m.

JAMES FERNS { Surintendant.
{ Superintendent.

SERVICE DES INCENDIES.

Rapport de la semaine finissant Mercredi, 25 Juillet à 12 h. p.m.

Weekly report ending Wednesday, July 25th, at 12 p.m.

Date.	Heure Hour.	Avertis- seur. Box.	Localité. Location.	Quartier. Ward.	Genre d'éifice. Description of building	Usage. For what purpo- se occupied.	Cause de l'incendie. Cause of fire.	Oeupant. Tenant.	Dom- mages. Damages	Ont répon- du à l'appel (statn') Resp'd to call (stat)
July 19 " 19	1.20 a. m. 2.10 a. m.	365 Still.....	7 Imperial..... 62 St Martin	St. Joseph..... St. Ann's.....	Wood.....	Fence..... ".....	Pipe smoking Unknown.....	J. Meehan..... M. Rodier.....	None..... Slight.....	4 12
" 19	9.07 a. m.	734	74 Frontenac.....	St. Marie.....	Brick.....	Shed.....	Gasoline stone Unknown.....	Mrs Forget b.....	Slight.....	12
" 19	8.17 p. m.	33	79 Wellington.....	St. Ann's.....	Wood.....	".....	J. Davidson.....	Slight.....	8, 19	
" 19	8.40 p. m.	35	111 Quesnel.....	St. Cunégonde	".....	".....	M. Gerourd.....	Slight.....	3	
" 20	8.50 a. m.	359	18 Longueil lane.....	St. Ann's.....	".....	Fence.....	Hot ashes.....	Babcock & Wilcox.....	None.....	22
" 20	11.30 a. m.	Phone...	Duvernay St.....	St. Cunégo'de	Brick.....	Saw Mill.....	Unknown.....	M. Sarrazin.....	Slight.....	12
" 20	1.48 p. m.	632	1084 Cadieux.....	St. Jean-Bpte.	".....	Dwelling.....	Pot of grease.....	J. Amyot.....	None.....	22
" 20	5.31 p. m.	763	203 Dufresne.....	St. Mary.....	Wood.....	Shed.....	Matches.....	R. Cerston.....	None.....	14
" 20	10.15 p. m.	Phone...	93 Bourget.....	St. Henri.....	Brick.....	Dwelling.....	Unknown.....	I. Elliott.....	None.....	19
" 21	10.34 p. m.	617	372 Duluth.....	St. Jean Bte.	".....	Chimney.....	Matches.....	M. Godell.....	None.....	23
" 21	11.40 a. m.	376	194 Canning.....	St. Joseph.....	Yard.....	Yard.....	Boiling tar.....	F. Judah.....	None.....	14
" 21	9.43 p. m.	455	Sherbrooke St.....	St. George.....	Brick.....	New Building.....	Matches.....	Mount Royal Club.....	Slight.....	12
" 22	12.42 p. m.	411	61 Beaver Hall.....	St. George.....	Yard.....	Yard.....	Matches.....	G. Cernie.....	Slight.....	10
" 23	4.20 a. m.	35	1449 St. James.....	St. Cunégonde	Wood.....	Shed.....	Unknown.....	None.....	5	
" 23	9.31 p. m.	956	2343 Labelle.....	St. Dents.....	".....	Dwelling.....	".....	H. Ethier.....	Slight.....	22
" 23	7.45 p. m.	Still.....	10 Vinet.....	St. Cunégonde	".....	Shed.....	Friction.....	Montreal Rol. Mills.....	Slight.....	22
" 24	10.30 a. m.	17	St. Ambroise.....	St. Henri.....	Brick.....	Shed.....	Boiling Tar.....	Alaska Feat. D. Co.....	Slight.....	23
" 24	3.46 p. m.	675	368 Rivard.....	St. J. Baptiste	Wood.....	Dwelling.....	Chimney.....	M. Renaud.....	Slight.....	14
" 24	9.40 p. m.	Still.....	3185 Notre Dame.....	St. Cunégonde	".....	".....	Oil Stove.....	Vacant.....	None.....	22
" 25	11.10 a. m.	939	1604 St. André.....	St. Denis.....	Brick.....	".....	Cig. Smoking.....	P. Richer.....	None.....	18
" 25	4.30 p. m.	Still.....	131 Centre.....	St. Ann's.....	".....	".....	H. Leblanc.....	Slight.....	9	

Service des Alarmes d'Incendie.

Fire Alarm Department

Rapport de la semaine finissant le Mercredi, 25 Juillet à 12 p. m.

Weekly report ending Wednesday, July 25th, at 12 p.m.

Quartier Ward	Date	Avert'seur. Box.	A. M.	P. M.	Retour. Return.
St. Joseph's.....	July 19 '06	365	1.20	.....	1.27
St. Mary's.....	" 19 "	734	9.07	.....	9.18
St. Ann's.....	" 19 "	38	.....	8.17	8.23
St. Cunégonde.....	" 19 "	35	.....	8.40	
St. Ann's.....	" 20 "	359	8.50	.....	8.53
St. Jean Bte.	" 20 "	682	.....	1.48	1.54
St. Mary's.....	" 20 "	769	.....	5.31	5.41
St. Cunégonde..	" 20 "	Telephone	11.30	.....	No. 22 { to Lewis & Duvernay
St. Henri.....	" 20 "	Telephone	.....	10.15	No. 23 { to 93 Bour get
St. Jean Bte.	" 21 "	647	10.34	.....	10.41
St. Joseph's.....	" 21 "	376	11.40	.....	11.44
St. George's.....	" 21 "	455	.....	9.43	9.55
St. George's.....	" 22 "	411	.....	12.42	12.49
St. Cunégonde.	" 23 "	35	4.20	.....
St. Denis.....	" 23 "	956	.....	9.30	9.45
St. Cunégonde.	" 23 "	Private	.....	7.45	No 22 { to 10 Vinet
St. Henri.....	" 24 "	17	10.30	.....	3.55
St. Jean Bte.	" 24 "	175	.....	3.46	No 22 { to 3185
St. Cunégonde.	" 24 "	Private	.....	9.40	N. Dame { 11.16
St. Denis.....	" 25 "	939	11.10	.....

JAMES FERNS { Surintendant.
{ Superintendent.

FIRE DEPARTMENT.

Z. BENOIT,

Chef de la Brigade.—Chief Fire Department.

DEPARTEMENT D'HYGIENE.—HEALTH DEPARTMENT.

Bulletin de la semaine finissant le Samedi, 21 Juillet, à midi.

Weekly report, ending Saturday, the 21st July, at noon.

CAS DE MALADIES ET DÉCES RAP- PORTÉS.	Semaine Week.		Depuis le com- mencement de l'année. From the be- ginning of the year.	CASES OF DISEASES AND DEATHS REPORTED.	TUBERCULOSE.	TUBERCULOSIS.
	Cas.	Décès.	Cas.		Visites.....	Visits.....
	Cases	Deaths	Cases		Désinfections.....	Disinfections.....
Fièvre typhoïde.....	4			57	.....Typhoid Fever	98.....Visits
Variole.....					.....Smallpox	15.....Disinfections
Varicelle.....					.....Chickenpox	780.....Sanitary cuspidors distributed
Rougeole.....	12	1		34	.....Measles	
Scarlatine.....	1			2	.....Scarlet-fever	
Diphthérie et Croup.....	13	2		70	Diphtheria & Croup	
Coqueluche.....	4	14		67	.....Whooping-Cough	
Tuberculose.....	12	16		452	.....Tuberculosis	
Pneumonie.....		6		379	.....Pneumonia	
Entérite, diarrhée, choléra infantile	112			727	{ Enteritis, diarr. cholera infantum}	
Autres maladies.....	91			2215	.....Other diseases.	
Total.....				4003	.....Total	
Illégitimes.....				309	.....Illegitimate	
				4312		

HOPITAL CIVIQUE.	Diphthérie.	Diphtheria.	Scarlatine.	Scarlatina.	Autres cas.	Other cases.	Majeurs.	Of age	Mineurs.	Under age.	CIVIC HOSPITAL.

OPÉRATIONS DES INSPECTEURS SANITAIRES

WORK OF THE SANITARY INSPECTORS.

Visites régulières.....	63	.....Regular visits	Maisons malpropres.....	33	.....House duty
Visites spéciales	1219	.....Special visits	Canaux neufs.....	33	.....New drains
Secondes visites.....	450	.....Second visits	Permis de plomberie.....	28	.....Plumbing permits
Logements visités.....	447	.....Dwelling visits	Certificats de plomberie.....	4	.....Plumbing certificates issued
Autres bâties.....	27	.....Other buildings	Jours à d'autres fonctions.....	31	.....Days on other work
Étables et écuries.....	214	.....Stables	Epreuves des drainages.....	54	.....Drainage tests
Caves.....	186	.....Cellars	Egouts.....	260	.....Sewers
Cours.....	1210	.....Yards	Eviens.....	648	.....Kitchen Sinks
Ruelles.....	63	.....Lanes	Tuyaux de renvoi.....	648	.....Waste-pipes
Latrines.....	239	.....Privies	Water-closets.....	477	.....Water-closets
Amas de fumier.....	45	.....Accumulations of manure	Tuyaux de vidange.....	424	.....Refuse pipes
Plaintes des citoyens.....	200	.....Complaints from citizens	Ventilation.....	477	.....Ventilation
Plaintes fondées.....	165	.....Complaints founded	Chambres noires.....	18	.....Dark rooms
Plaintes non fondées.....	35	.....Complaints unfounded	Sous-sols.....	44	.....Basements
Ordres donnés pour faire disparaître diverses nuisances.....	130	Orders given to abate nuisances	Seconds avis.....	24	.....Second notices
			Terrains vacants.....	21	.....Vacant lots

INSPECTION DES ALIMENTS

Lait.	Pain	Viande.	Poisson.	Fruits, Lég. et Glace.
Milk.	Bread.	Meat.	Fish.	Fruits, Vegetable & Ice.

FOOD INSPECTION.

Inspections.....	85	54	84	70	248	Number of inspections.....
Echantillons examinés.....	38					Samples examined.....
Analyses.....	4					Analysis.....
Plaintes.....	2					Complaints.....
Avis.....	5					Notices.....
Confiscations.....		2 lbs	135 lbs	125 lbs	1300 lbs	Confiscations.....
Condamnations.....						Judgments obtained.....
Qualité moyenne.....	{ Beurre. Densité.	3.52% 1028.70				{ Butter fat. Density. } Average quality

DÉCÈS.	Sexe. — Sex.		DEATHS.	DÉCÈS	Sexe. — Sex.		Tot. An. — Tot. Year	DEATHS.
	M.	F.			M.	F.		
De 0 à 6 mois.....	43	52	956	From 0 to 6 months	De 50 à 60 ans.....	3	3	261
De 6 à 12 mois.....	31	25	529	From 6 to 12 months	De 60 à 70 ans.....	3	3	239
De 1 à 2 ans.....	14	8	314	From 1 to 2 years	De 70 à 80 ans.....	7	4	260
De 2 à 5 ans.....	5	3	239	From 2 to 5 years	De 80 à 90 ans.....	3	3	122
De 5 à 10 ans.....	2	2	107	From 5 to 10 years	De 90 à 100 ans.....	1	0	30
De 10 à 15 ans.....	2	1	59	From 10 to 15 years	De 100 et au-dessus.....	0	0	3
De 15 à 20 ans.....	1	0	107	From 15 to 20 years	Total.....	124	118	403
De 20 à 30 ans.....	3	6	270	From 20 to 30 years	Illégitimes.....			309
De 30 à 40 ans.....	3	4	235	From 30 to 40 years				4312
De 40 à 50 ans.....	4	4	222	From 40 to 50 years				

NÉISSANCES.	Semaine — Week		(Depuis 1er Janvier) (From 1st January)	BIRTHS.	
	Masculin	Féminin			
Canadiens.....	French.....	Male 47 Female 56		French.....	
	Anglais.....	11 15		English.....	
	Irlandais.....			Irish.....	
	Écossais.....	6 3		Scotch.....	
Autres nationalités.....				Other nationalities.....	
Illégitimes.....	Total.....	71 78	3651	Total.....	Illegitimate.....

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS.—TRANSFERS OF PROPERTIES.

HOCHELAGA & JACQUES-CARTIER.

Quartier. Ward	No. d'enregistrement. Registration Number,	Date de l'enregistrement. Date of registration.	Date du Contrat. Date of Deed.	Vendeur. Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre. Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue. Street.	Genre.—a.—Descrip.	Prix. Price,
St. Denis...	124557	16 Juil.	1906..	De H. Lefebvre.....	J. Picard	1 sud 331-90.....	2150	Chambord	B	\$ 1,650 00
St. Henri....	124568	16 "	14 "	H. N. Lyburner	D. S. Bray	P. 1879.....	2907	St. Jacques & al	B	9,750 00
St. Denis..."	124571	17 "	30 Juin	C. Gélinas	A. P. Lacroix	329-4.....	2000	Mont Royal	B	2,200 00
Ste. Marie...	124576	17 "	16 Juil.	De E. Provost.....	De C. Sauriol	7-333.....	2725	St. Hubert	L	350 00
St. Henri...	124586	17 "	13 "	L. Guimette	O. Sarrazin & A	1598-47, 166-634.....	1840	Frontenac	B	2,050 00
St. Denis...	124591	17 "	16 "	St. Henry Land Co.....	J. E. Poitras	1704-177 & 178.....	5000	Notre Dame	L	1,836 00
Duvernay...	124615	18 "	13 "	I. Préfontaine	F. X. P. Allard	325-273.....	2068	St. André	L	500 00
St. Gabriel...	124628	18 "	12 "	S. Letourneau	J. A. Chevrier	P. 7-153 à 156.....	6760	Dufferin	B	3,154 00
St. Gabriel...	124634	18 "	23 Juin	J. H. Burland	A. G. Shapter	P. 3167-17, 3167-16	2283-9	Charron	B	2,500 00
St. Henri...	124655	19 "	17 Juil.	De J. Hamelin	D. S. Bray	2099, 2100.....	7200	Turgeon &c	B	9,000 00
Duvernay...	124656	19 "	16 "	De I. Bricault dit L.....	P. Pagé	P. 10-69.....	2090	St. André	B	1,800 00
"	124662	19 "	17 "	Succ. J. R. Savignac	A. Gadbois	P. 10-4 à 6.....	1584	Duluth	B	2,150 00
Duvernay...	124663	19 "	17 "	L. Malo	H. Cardinal & al	1-357 & 358.....	5900	Papineau	L	1,500,00
"	124664	19 "	17 "	J. B. N. Chabot	"	1-359 à 364.....	17700	"	L	4,425 00
St. Denis....	124671	20 "	16 "	H. Sicard	J. Gervais	1/2 de 8-736.....	2562-6	Labelle	B	2,700 00
Ste. Cun'de...	124677	20 "	13 "	A. Méloche	W. Méloche	Droits dans 770.....	2640	Albert	B	600 00
Hochelaga ..	124682	20 "	20 "	G. Archambault	L. Bélanger	29-689.....	2185	Davidson	B	2,125 00
Duvernay...	124693	20 "	17 "	Delle M. L. Gratton al	De U. Lamarche	1-15.....	2273	Lasalle	B	1,730 70
Hochelaga...	124711	21 "	14 "	J. S. Stone	A. A. King	148-2776.....	2050	Iberville	L	325 00
Ste. Cun'de...	124721	23 "	5 "	B. Navert	J. Navert	1/2 de 386-144 & 145.....	2576	Place Calumet	B	5,300 00
St. Henri....	124726	23 "	3 Jan.	C. O. E. Marcel & al.	A. E. Blanchard	385-172 & 173.....	3820	St. Antoine &c	B	12,000 00
"	124744	23 "	11 Juil.	F. X. Leduc	J. Mongeau	1645.....	4530	St. Jacques	B	4,600 00

MONTREAL-EST.

MONTREAL-EAST.

St. Laurent..	66403	19 Juillet 1906.	6 Juil. 1906	W. Bentham	The Cavendish Realty Co., limited.....	P. 197 & 196.....	33372	Sherbrooke, &c	B	\$ 1 00	
Lafontaine..	66413	21 "	" .	1 août 1906	Succ. J. O'Gilvie	G. Latrelle	1202-62 & 63	2800	Rivard	B	4000 00
Ste. Marie...	66415	21 "	" .	19 Juil. "	H. Reinhart	L. J. O. Clément	P. 1493-10.....	4312	DeMontigny ...	B	7600 00

MONTREAL-OUEST.

MONTREAL-WEST.

Ouest.....	142675	18 Juil. 1906...	9 Juil. 1906	J. Fyfe	H. Johnson	P. 27	3088-8	St. Paul &c.....	B	\$ 18 600 00	
St. George ..	142681	21 "	" ..	16 " "	De A. Bélasco	T. C. Doyle	1860-H	3050	Durocher &c	B	8,025 00
"	142682	23 "	" ..	18 Avr. "	Succ. W. Francis	T. W. Lamb	1289	2387	Université	B	6,750 00
Ste. Anne....	142683	23 "	" ..	16 Juil. "	T. Lamb	W. W. Clark	P. 179	3783	Bourgeois	B	3,000 00

{ B—Bâtisse ; Building.
L—Lot ; terrain vague.

P. TERRAULT,
Régistraire de la Ville.—Registrar

